Assemblée Lotoise pour la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale

À l'attention de :
Madame
Députée

le 18/11/2023

Madame,

Le 19 juin dernier vous avez été élue à l'Assemblée Nationale sur la base du programme de rassemblement de la NUPES.

Dans notre département du Lot, nous n'avons pas eu la chance de voir élu·es des député·es de la NUPES malgré l'enthousiasme et l'espoir suscités par cet accord électoral. Nous aurions pourtant pu avoir un député supplémentaire pour la NUPES. En effet, si la 1ère circonscription du Lot semblait impossible à reprendre au député sortant (A. Pradié, LR), la réélection, sur la deuxième circonscription, de la députée macroniste (H. Tiegna) s'est faite dans le cadre d'une triangulaire provoquée par le maintien au second tour de la candidature d'un dissident PS soutenu par C. Delga. Il n'a manqué que 126 voix au candidat de la NUPES.

Cette belle dynamique, nous nous devions de la pérenniser en proposant à nos concitoyen·nes un espace permettant de rassembler localement dans la durée toutes celles et tous ceux qui, membres de partis politiques, d'associations, de syndicats ou simples citoyen·nes, se reconnaissent dans cette base programmatique des 650 points de l'accord de la NUPES et refusent les stratégies de repli, de clivage et de dissension poursuivies localement par les dirigeant·es des partis dits de gauche.

Nous avons créé une Assemblée Citoyenne : **l'Assemblée Lotoise POUR la Nupés**, forte aujourd'hui de plus de 70 membres mobilisés pour décliner localement les axes du programme de cet accord.

Nous sommes actuellement particulièrement mobilisés sur l'impératif de bifurcation écologique car, dans notre département rural du Lot doté d'un extraordinaire patrimoine historique et environnemental, cette richesse d'avenir est menacée par des politiques datées et irresponsables, initiées par des élues locales et des élus locaux qui n'hésitent pas à brader ce patrimoine par des projets hors sols et anachroniques, reflets d'une vision étriquée et d'un horizon temporel essentiellement électoral.

Il en est ainsi, malgré le discours de défense du transport ferroviaire invoqué par la région Occitanie, du **déferrement d'une ligne de chemin de fer** reliant Figeac et Cahors, les deux plus grandes villes du département, au profit d'un projet touristique de *« Voie verte »* dont l'implantation pourrait parfaitement être envisagée sur un tracé alternatif.
Le terme de « verte » dans l'intitulé du projet est visiblement invoqué comme garant d'une politique écologique.

Il en est ainsi d'un projet de complexe touristique porté par un opérateur privé qui aurait pour conséquence de **développer un tourisme de masse** et d'artificialiser les sols de manière irréversible sur un espace naturel autour d'un lac dans la zone du Tolerme [*rivière locale*].

Il en est ainsi de nombreux projets d'implantation de **parcs photovoltaïques, portés par de grands groupes privés**, qui se développent de manière anarchique en fonction des intérêts des un·es ou des autres sans privilégier les retours locaux et en menaçant les espaces fonciers agricoles, ou encore **d'unités de méthanisation industrielles** qui font peser un risque direct sur les nappes phréatiques de notre sol karstique perméable et hypothèquent la satisfaction des besoins alimentaires des Lotoises et des Lotois par un détournement de la production agricole.

Ce sont de nombreuses urgences pointées dans le socle programmatique de la NUPES qui sont ainsi ignorées ou dévoyées en fonction des enjeux politiques locaux comme l'atteste le soutien de C. Delga au déferrement de la seule ligne ferroviaire structurante du département allant à l'encontre de l'ouverture de *« lignes ferroviaires du quotidien »*, de l'augmentation du nombre de trains et d'un « ambitieux plan de développement du fret ferroviaire », pour assurer la *« garantie d'accès à tous les services publics essentiels »*, dont la présidente de la Région Occitanie a pourtant fait un leitmotiv dans ses discours.
J.M. Vayssouze, (membre du PS et soutien de C. Delga), l'un de nos sénateurs nouvellement élu fait partie des porteurs du projet de Voie Verte (dont la déclinaison revêt une pertinence particulière dans la commune de Cahors dont il était maire, jusqu'à récemment).

La lutte contre les *« projets d'infrastructures inutiles »* et la volonté de *« planifier le développement urbain et économique en fonction de l'impératif de maintien de la biodiversité et de lutte contre l'artificialisation »* constituent quelques-uns des axes fondamentaux du programme de la NUPES, que nous devons défendre, avant qu'il ne soit trop tard.

C'est au nom de ces enjeux essentiels pour notre assemblée et de bien d'autres comme la question de la désertification médicale, la nécessaire revitalisation de la démocratie locale, les nombreuses détresses sociales exacerbées par la disparition des services publics, que nous nous sommes engagés dans la lutte contre ces politiques locales qui font perdurer un système économique malade au nom d'une représentation démocratique déconnectée de la population.

Nous voulions vous alerter sur ces situations locales qui, à bien des égards, constituent des cas d'école de la myopie politique qui hypothèque notre avenir collectif et solliciter votre soutien et relai au niveau national, dans un contexte politique local dont nous avons esquissé une rapide description dans cette lettre.

Nous souhaitons surtout trouver le moyen de porter au niveau national, en les généralisant, ces problématiques qui caractérisent les difficultés du monde rural et dont le cas du département du Lot n'est qu'une illustration de nombreuses autres situations de nature identique rencontrées sur l'ensemble du territoire métropolitain.

⇨ **Nous sommes disponibles pour échanger et vous rencontrer.**
⇨ **Nous tenons à votre disposition des dossiers fournis et argumentés sur les situations que nous évoquons.**

⇨ **Nous aimerions être mis en relation avec des organisations telles que la nôtre qui œuvrent peut-être dans votre circonscription.**

Nous avons mené de nombreuses actions sur le département en nous appuyant, à chaque fois que cela était possible, sur les associations locales mobilisées sur des enjeux spécifiques. Pour ne prendre qu'un seul exemple, nous avons travaillé avec l'Association Citoyenne de lutte Contre les Déserts Médicaux (ACCDM) pour présenter la proposition de loi transpartisane portée par de nombreux·ses député·es et avons, en mars 2023, accueilli H. Clouet et D. Maudet qui en étaient signataires.

Au printemps 2024, nous organiserons des rencontres autour des enjeux économiques, écologiques, patrimoniaux et sociaux liés au ferroviaire lors de la diffusion d'un film que nous sommes en train de réaliser et avec la participation de spécialistes d'horizons variés, permettant de croiser ces différents regards.

⇨ **Nous vous informerons des dates et modalités précises dès qu'elles seront définies et espérons que vous pourrez y participer.**

La tendance des politiques locales à traiter les questions démocratiques et écologiques comme des enjeux secondaires n'est plus admissible et surtout constitue un non-sens dans le contexte de l'urgence environnementale. De même, le traitement par défaut des territoires ruraux dont on ne pointe que ce qui leur manque par rapport aux zones urbaines, est intolérable.

⇨ **L'expertise citoyenne locale que nous contribuons à faire émerger, grâce à la multiplication des rencontres et des échanges, pourrait être utilement exploitée dans le cadre d'un travail législatif que nous aimerions voir porter et auquel nous sommes prêts à contribuer afin que des choix court-termistes réalisés par quelques un·es ne puissent plus obérer l'avenir de toutes et tous.**

Nous voulons croire que ce courrier vous interpellera, que vous ajouterez notre Assemblée dans votre liste de diffusion afin de nous tenir informés de votre travail et de vos déplacements, en particulier quand ils vous amèneront sur des territoires proches du nôtre, et que vous prendrez prochainement contact avec nous dans le cadre des pistes de collaboration que nous avons essayé de tracer.

Veuillez croire, Madame la députée, en nos sincères salutations citoyennes, écologiques et sociales.

Les membres de **l'Assemblée Lotoise pour la Nupés**

L'Assemblée Lotoise pour la NUPÉS est un collectif de citoyennes et de citoyens qui s'est fixé comme objectifs de porter et de décliner les orientations de la NUPÉS dans le département du Lot, d'affirmer sa vocation écologique, sociale, démocratique et solidaire pour tendre vers une société émancipatrice, plus respectueuse, plus juste et plus équitable. *(29 - 1268)*